



2,3 M

Personnes dans le besoin



1,6 M

Personnes ciblées

## CHIFFRES CLES



612 025

Personnes déplacées



202 620

Personnes déplacées sur sites



409 405

Personnes déplacées en familles d'accueil



961

incidents de protection

## 1. Tendence de la situation de protection

**Déplacements forcés de la population** : au 30 avril, le total des personnes déplacées internes (PDI) en RCA était estimé à 612 025 individus composés respectivement de 202 620 personnes sur des sites et 409 405 personnes estimées dans les familles d'accueil. Ainsi, il est constaté une baisse de 2% du volume de déplacement par rapport à la situation de déplacement rapportée en fin mars 2019 où le nombre de PDI était estimé à 621 663 personnes. Cependant, des nouveaux déplacements de la population ont été rapportés, principalement dans la préfecture de la Nana-Mambere, suite aux opérations militaires menées début avril contre les éléments d'un groupe armé à Zoukombo. Ces opérations ont provoqué des déplacements de la population de Zoukombo et de ses environs vers Baboua et Beloko.

### Evolution des tendances de déplacement (en millier)



**Retour des PDI** : des retours des PDI ont été rapportés principalement dans les préfectures de l'Ouaka, de l'Ouham-Pende et du Mbomou, suite à l'amélioration relative de la situation sécuritaire. 48.915 personnes ont quitté les sites et familles d'accueil pour retourner dans leurs villages.

**Incidents de protection** : 961 incidents de protection ont été enregistrés en avril 2019 par ASA et INTERSOS, en partenariat avec l'UNHCR, ainsi que DRC, OIM, COOPI et NRC. La préfecture de la Kémo a été la plus affectée avec les atteintes au droit à la vie, avec 55 cas de meurtres rapportés suite à l'activisme des éléments des groupes armés. En considérant globalement les différents types d'incidents, les préfectures de la Nana-Gribizi, de la Kémo et de la Haute-Kotto ont été les plus affectées par les incidents rapportés en avril. Les auteurs de ces incidents sont principalement les éléments des groupes armés mais aussi des civils.

**Alerte précoce** : en avril 2019, la Ligne Verte 4040 a reçu 1 617 appels pertinents provenant principalement de Bangui (62%), de l'Ombella M'Poko (9%) et de l'Ouham-Pende (7%). Les 21 % restant provenaient des autres préfectures. Les appelants ont alerté sur 26 incidents de protection et 5 alertes d'attaques ou sécuritaires. Les incidents les plus rapportés étaient relatifs aux viols (15 cas), aux atteintes à l'intégrité physique (8 cas), aux atteintes au droit à la vie (2 cas) et 1 cas de maltraitance. Les personnes affectées par les incidents de protection sont constituées de 54% de filles, 25% de femmes, 17% d'hommes et 4% de garçons. La Ligne Verte a fait 23 référencement vers des acteurs de prise en charge médicale et d'appui juridique. Le reste des appels étaient relatifs à des demandes d'information sur le service ou au référencement.

**Persistance de plusieurs hotspots de protection** : les préfectures de la Kémo, de la Nana-Mambéré et de la Nana-Grebizi ont été les plus affectées en avril par l'instabilité sécuritaire, avec comme conséquence l'augmentation des incidents de protection. Il en a résulté plusieurs cas de meurtres dans la sous-préfecture de Sibut, des déplacements forcés de la population, plusieurs cas des atteintes à l'intégrité physique et au droit de propriété. Une recrudescence des cas de VBG a été enregistrée à Kaga-Bandoro, ainsi qu'une hausse de la criminalité.

**Protection de l'enfant** : la situation de la protection de l'enfance reste préoccupante dans les zones les plus affectées par le conflit telles que Batangafo (préfecture de l'Ouham), Kaga Bandoro (Nana Grebizi), Bambari, Bria et Ippy (préfecture de l'Ouaka), Amada Gaza et Gamboula (préfecture de la Mambéré Kadéi). La raison principale demeure la présence et l'activisme des groupes armés. Fin mars et début avril 2019, les activités de protection de l'enfance avaient été suspendues temporairement dans la ville de Bria et sur les axes suite à l'insécurité causée par les tensions et les affrontements entre les groupes armés.

**Violences basées sur le genre** : les données GBVIMS d'avril ne sont pas encore validées. En mars 2019, 759 cas de VBG ont été déclarés sur GBVIMS, dont 94% des survivants sont de sexe féminin (712) et 6% de sexe masculin (47). 20% des cas déclarés sont des cas de violences sexuelles.

**Logements, terres et biens (LTB)** : 18 cas d'occupations secondaires ont été enregistrés par le centre d'écoute mobile de NRC à Bangui dans les quartiers Yakitè, Bea-Rex et Yambassa. Les propriétaires de ces maisons occupées (10 hommes et 8 femmes) se trouvent actuellement dans les quartiers Ed-Ville, Basse-Kotto, Yangato, Garaba, Gbénguélé, Kolongo2. Une ONG locale dénommée Organisation des Partisans pour la Paix et le Développement Communautaire Holistique (OPPDCH) a rapporté le cas de 170 hommes et femmes (retournés et PDI) sans abris dans les quartiers Yakitè, Bloc Sara et Castors.



## 2. Principales réponses mises en œuvre par les membres du Cluster Protection et des sous-clusters



**39,5 M**  
fonds demandés



**11 594 682 \$**  
des fonds reçus  
(Source FTS, 13 juin 2019)

Carte des villes où sont établis le cluster et les sous clusters



### MEMBRES

Membres composés du gouvernement, ONGI, ONGN, agences des Nations Unies

#### Prévention et réponse aux incidents de protection

- 594 survivants des incidents de protection ont reçu un suivi psychosocial de la part d'ASA et INTERSOS, en partenariat avec le HCR, et de la part de DRC, COOPI et NRC. 70 cas ont été référés par les mêmes organisations aux acteurs de prise en charge médicale et 24 aux acteurs fournissant une assistance juridique. Une assistance matérielle sous forme de cash ou de kits de dignité a été donnée à 107 personnes survivantes.
- DRC a organisé 27 activités psychosociales communautaires rassemblant au total 690 personnes constituées de 100 hommes, 342 femmes, 135 filles et 113 garçons.
- 3 475 personnes ont été sensibilisées par ASA et INTERSOS en partenariat avec le HCR à Bouar, Alindao, Mobaye, Bria, Kaga-Bandoro, Kémo, Ndélé, Bambari et Paoua sur les droits de l'homme, les VBG, les activités de monitoring de protection et la cohésion sociale. 807 personnes ont été sensibilisées par DRC sur les VBG dans l'Ouham et l'Ouham-Pende. Par ailleurs, cette ONGI a renforcé les capacités 27 points focaux protection.

#### Réponses aux cas de VBG

En mars, 59% des cas de violences sexuelles ou de viols déclarés sur GBVIMS ont eu accès à une prise en charge sous l'une ou l'autre forme (médiale, psycho-sociale, socio-économique, juridique, etc.) dans l'intervalle de 0 à 3 jours (72h) ; 8% dans l'intervalle de 4 à 5 jours ; 10% dans l'intervalle de 6 à 14 jours ; 4% dans l'intervalle de 2 semaines à moins de 1 mois et 19% au-delà de 1 mois. Tous les cas déclarés sur GBVIMS ont reçu une prise en charge psychosociale, tandis que 36% ont été assistés par un service de soutien aux moyens de subsistance, 10% d'un accès aux soins médicaux, et 13% ont eu accès à une assistance juridique.

#### Prévention et réponse protection de l'enfance

- Recherche et réunification familiale : 108 enfants non accompagnés et séparés (40 filles et 68 garçons), identifiés à Berberati, Amada Gaza et Gamboula par l'ONG Plan International, continuent à bénéficier d'une prise en charge transitoire en attendant leur réunification. A Bria, Plan International a identifié 10 ENA (3 filles et 4 garçons), pour lesquels la recherche familiale est en cours.
- EAFGA : 6 EAFGA (1 fille et 5 garçons) ont été identifiés par Plan International à Bria, et dont la prise en charge a débuté au courant de ce mois d'avril.
- Renforcement des capacités : L'ONG COOPI a identifié 24 familles d'accueil temporaires à Obo parmi lesquelles elle a renforcé les capacités de 18 personnes dont 7 femmes, sur les principes de base des droits de l'homme, la protection de l'enfance et les VBG.
- Activités psychosociales et récréatives dans les espaces amis d'enfants (EAE) : en avril, 4 239 enfants ont fréquenté les EAE à Obo (soutenu par COOPI), à Berberati et à Kaga-Bandoro (soutenu par Plan International).
- L'ONG COOPI a animé 15 séances de sensibilisation à Obo sur les droits et devoirs de l'enfant, le mécanisme de gestion des plaintes et les VBG dans les quartiers et sur les sites de PDI, ayant touché 966 personnes (242 femmes, 206 hommes, 264 filles et 254 garçons).
- L'ONG Plan International a réalisé une campagne de sensibilisation de masse sur la prévention de la séparation familiale, les conséquences du recrutement et de l'utilisation des enfants par les groupes armés, la prévention des VBG, ... à Berberati et à Amada Gaza (préfecture de la Mambéré-Kadéï) ayant touché 1 940 personnes (328 femmes, 182 hommes, 736 garçons et 694 filles).

#### Logements Terres et Biens (LTB)

- Sécurité d'occupation parcellaire : 182 attestations de témoignage ont été délivrées, avec le soutien de NRC, aux PDI affectées par la crise de Zaoro Soungou de janvier 2019 et aux bénéficiaires des hangars construits sur les sites maisons de jeunes et PK5 à Carnot.
- Restitution : 73 maisons ont été restituées à leurs propriétaires (retournés et rapatriés) à Berberati
- Sensibilisation et renforcement des capacités : NRC a renforcé les capacités de 67 autorités administratives et leaders communautaires à Bouar et à Baoro sur la protection des LTB et le règlement collaboratif des différends. Par ailleurs, elle a informé 1 045 personnes (480 hommes et 565 femmes) sur les droits LTB et le règlement collaboratif des différends.
- Le mécanisme communautaire du 8<sup>ème</sup> Arrondissement a facilité le retour de 11 ménages (5 au quartier Galabadja1, 4 au quartier Galabadja4 et 2 au Ngongonon1).

## 3. Défis majeurs

- Référencement des cas de VBG non disponible dans certaines zones du fait de l'absence de structures de prise en charge.
- Institutionnalisation du GBVIMS, et élargissement de sa couverture géographique
- Etendre et/ou mettre à échelle le monitoring et réponse de protection dans plusieurs hotspots

#### CONTACTS

Jacques Ajaruwwa, Coordinateur du Cluster Protection en RCA, email: [ajaruwwa@unhcr.org](mailto:ajaruwwa@unhcr.org)  
Muriel Kobena, Coordinatrice du Sous-Cluster VBG, email: [kobena@unfpa.org](mailto:kobena@unfpa.org)  
Alberta Santini, Coordinatrice du Sous-Cluster Protection de l'enfance, email : [asantini@unicef.org](mailto:asantini@unicef.org)  
Safiatu Ayandunke Alabi, Coordinatrice a.i du Groupe de Travail LTB, email : [safiatu.alabi@nrc.no](mailto:safiatu.alabi@nrc.no)